

Israël, un État juif et séculier ?

Revital Madar

Numéro 812, printemps 2021

Palestine : le colonialisme israélien mis à nu

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/95320ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Madar, R. (2021). Israël, un État juif et séculier ? *Relations*, (812), 21–22.

ISRAËL, UN ÉTAT JUIF ET SÉCULIER ?

L'État d'Israël joue habilement sur l'image moderne, libérale et séculière qu'il renvoie à ses alliés occidentaux. Toutefois, quiconque observe plus attentivement les dynamiques entre le séculier et le religieux dans la société israélienne réalisera que le religieux y prédomine et agit comme une catégorie raciale qui n'a rien de libéral.

Revital Madar*

L'auteure est doctorante au programme *Cultural Studies* de l'Université hébraïque de Jérusalem et chercheuse associée au Minerva Humanities Center de l'Université de Tel-Aviv

Au seuil de ses 73 ans, une chose est certaine au sujet de l'État d'Israël : aucun des crimes qu'il commet ne semble entacher son statut privilégié au sein de la communauté internationale. Même lorsqu'il décide d'intensifier sa violence à l'endroit des Palestiniens et des Palestiniennes, aucune sanction ne lui est véritablement imposée, et aucun lien diplomatique n'est rompu. Récemment, la Grande marche du retour, initiée à Gaza le 30 mars 2018, l'a à nouveau démontré : les vies palestiniennes ne comptent pas à ses yeux. En effet, à la frontière entre Gaza et Israël, 214 Palestiniens ont été massacrés lors de cette marche pacifique, et la seule réprimande essuyée par l'armée israélienne fut la condamnation d'un soldat pour avoir tué un adolescent de 14 ans, Othman Rami Jawad Hillis. La peine dérisoire imposée à ce soldat : 30 jours de travaux forcés¹. La communauté internationale, pourtant témoin de ces tueries, resta à l'écart, indifférente.

De tels actes de brutalité aveugle devraient normalement entraîner des conséquences. Pourtant, Israël s'en tire impunément et maintient sa place de choix à la table des grands. Comment expliquer ce statut privilégié ? Pour le comprendre, il importe de scruter la réalité religieuse d'Israël (dominée par la communauté juive orthodoxe) et la façon dont Israël gère son image sur la scène internationale. Il faut aussi voir qu'en Israël, le judaïsme est devenu une race en ce qu'il agit comme une catégorie centrale qui détermine les privilèges auxquels un individu a droit ou non (tout comme la blancheur en Europe et dans les Amériques). Il devient possible, dès lors, de se demander comment la racialisation des identités religieuses est comprise dans les démocraties dites libérales.

Dissimuler le religieux

Le mouvement sioniste a fièrement défini Israël comme étant « un État juif et démocratique ». Le sionisme a fondé sa légitimité sur le texte biblique, dont il extrapole le caractère soi-disant indigène du peuple juif en Palestine. Puis, il a tiré du traumatisme de l'Holocauste une légitimité morale en vue de permettre la création de l'État d'Israël, arguant que la *Shoah* a prouvé que la seule manière d'éviter un autre génocide était l'établissement d'un État à majorité juive.

Comment expliquer, dès lors, que les ultra-orthodoxes soient considérés en Israël comme étant l'Autre (ou du moins comme faisant partie des Autres de cette société qui se représente comme européenne et séculière) ? Et qu'il soit essentiel pour les juifs séculiers de se dissocier promptement des ultra-orthodoxes ? Et, puisqu'Israël se définit comme étant un État *juif*, pourquoi ne pas le considérer comme étant un État religieux, non démocratique et conservateur, comme le sont l'Iran et l'Arabie saoudite ? Autrement dit, comment Israël arrive-t-il à se faire passer pour une démocratie libérale, tant auprès des gouvernements étrangers que du grand public ?



Cake\$, *Samson*, 2020.

La réponse à cette question est liée tant à l'image de lui-même qu'Israël réussit à exporter en marginalisant la présence des juifs orthodoxes qu'à l'interprétation plutôt étroite de ce qui constitue un symbole religieux problématique dans les États dits libéraux. À cet égard, observer les prescriptions qui s'appliquent aux femmes dans ce pays en matière vestimentaire est instructif pour les lectrices et lecteurs occidentaux. Par exemple, l'exigence religieuse pour les femmes de couvrir leur corps tout en leur refusant le droit de porter des pantalons a fait de la jupe longue un vêtement caractéristique des femmes juives pratiquantes. En fait, toute jupe, hormis la minijupe, signale une adhésion religieuse. Par conséquent, il existe des règles spécifiques, mais non écrites, que doivent suivre celles qui veulent en

porter sans être identifiées comme religieuses: par exemple, le port d'une jupe longue avec un haut moulant, ou encore avec un décolleté. Un vêtement exposant la peau ou la silhouette du corps sert ainsi à signaler sa non-adhésion aux préceptes judaïques de modestie féminine.

Si le monde prenait conscience de l'étendue réelle du pouvoir politique détenu en Israël par les partis politiques religieux, c'en serait fini pour lui.

Bien sûr, la jupe longue d'une femme juive pratiquante n'a pas ou peu de signification dans l'imaginaire vestimentaire occidental, davantage préoccupé par le *hijab*, le *niqab*, le *tchador* et la *burqa*. C'est la tradition islamique qui, pour un Occidental, incarne l'altérité, une altérité pétrie d'orientalisme synonyme d'oppression des femmes et d'une culture menaçante. Depuis l'occupation de l'Algérie jusqu'à «la guerre au terrorisme», cette attitude à géométrie variable face aux corps des femmes est un champ de bataille politique qui doit être nommé comme tel. En effet, parmi toutes les justifications possibles pour mener des guerres dans les pays du Sud, la protection des femmes a toujours été mise de l'avant – surtout lorsque les courants féministes dominants sont le féminisme d'État et le féminisme civilisateur².

L'image trompeuse d'un libéralisme occidental

L'histoire d'Israël est inextricablement liée à l'histoire du libéralisme globalisé, doctrine ayant justifié les conquêtes impériales du passé et, aujourd'hui, l'usage de la force par l'Occident. Au cours des dernières années, les valeurs libérales ont été réinstrumentalisées par l'imaginaire capitaliste et libéral, et ce, afin de redéfinir le «bon citoyen» (et, dans le cas des États, le «bon État»). Dans cette nouvelle version du bon citoyen/bon État, la sexualité est un facteur déterminant pour l'admission au sein du soi-disant Occident éclairé: ainsi la bannière État *pro-gay* est désormais facilement brandie, par exemple, pour justifier des invasions et des crimes commis à l'endroit d'États jugés trop peu libéraux³. Dans ce contexte culturel et politique, Israël a adopté une stratégie bien définie: premièrement, la ville de Tel-Aviv doit être dépeinte comme étant gay, jeune et végété. Deuxièmement, les faits gênants, tels l'interdiction en Israël de mariages civils ou gays, doivent être tus. Troisièmement, la portée réelle du pouvoir politique de l'*establishment* juif orthodoxe doit être dissimulée. Conformément à la novlangue néolibérale et inclusive, les juifs orthodoxes doivent être dépeints comme une simple présence folklorique, comme un accompagnement traditionnel inoffensif, un ornement ancestral bénin, prouvant par ailleurs qu'Israël est un espace d'inclusion multiculturelle.

Dans un monde davantage intéressé par les tweets que par les actions, un monde qui carbure aux «événements» anecdotiques, un monde hanté par l'usage (politiquement correct) des mots, la nationalisation et la racialisation de la religion juive faites par Israël réussissent paradoxalement, à en faire un allié fiable, bien plus qu'un souci. Pour le dire autrement: tant que l'armée israélienne offrira des repas végété

et que les homosexuels aisés pourront se servir de femmes appauvries comme mères porteuses, l'oppression quotidienne et mortelle des Palestiniennes et des Palestiniens ne suffira pas à exclure Israël du club (néo)libéral. Pourtant, si le monde prenait conscience de l'étendue réelle du pouvoir politique détenu en Israël par les partis politiques religieux et de leur pouvoir d'ingérence dans la vie des femmes, ce serait fini, *game over*, pour Israël. Son image périliterait très certainement et, politiquement, il deviendrait un État isolé, infréquentable.

La ségrégation sexuelle dans ce pays est pourtant omniprésente, et pas seulement au Mur des Lamentations de Jérusalem. Une séparation rigoureuse des hommes et des femmes est fréquente lors d'événements publics et dans les espaces publics comme les rues et les autobus. Dans les universités, afin d'attirer davantage de juifs orthodoxes, les accommodements ségrégationnistes se font de plus en plus fréquents, avec des classes exclusivement composées d'hommes et d'autres exclusivement composées de femmes. Conséquemment, les comités de sélection sont susceptibles de favoriser les hommes, puisque ces derniers peuvent enseigner sans distinction aux deux sexes, alors qu'on juge que les femmes ne peuvent pas enseigner à des classes d'hommes étant donné les pulsions libidinales masculines.

Avec brio, Israël navigue ainsi entre deux réalités distinctes: son intégration au monde culturel occidental, d'une part, et sa dissociation du monde arabo-musulman, d'autre part. Israël trie sur le volet ses valeurs libérales tout en prenant soin de présenter son identité religieuse juive comme n'étant pas incompatible avec les valeurs libérales. La judéité, en tant que race et en tant que nationalité, est essentielle pour comprendre la poursuite de l'occupation de territoires palestiniens, mais elle est peu significative pour rendre compte de l'ancrage solide d'Israël au sein de la communauté internationale. Cet ancrage nécessite l'entretien périodique de l'idée qu'Israël s'oppose aux valeurs anti-libérales, et que les communautés juives orthodoxes y sont somme toute marginales, ce qui permet de représenter la société palestinienne comme étant, elle, fondamentalement dominée par des valeurs religieuses (islamiques) oppressives. Ce n'est pas anodin qu'Israël ne se soit jamais positionné contre le port du voile. Cela lui permet de promouvoir son image libérale tant par rapport aux musulmans religieux que par rapport aux juifs orthodoxes, tout en différenciant les personnes faisant pleinement partie de la collectivité nationale israélienne des personnes traitées comme des citoyens de seconde zone. Cette distinction est essentielle dans l'État-nation israélien et elle se retrouve aussi au sein d'autres États dits libéraux. ©

* Traduit de l'anglais par Denis Kosseim.

1. Yesh Din – Volunteers for Human Rights, «Killing Time», 22 novembre 2020 [en ligne].

2. Voir à ce propos Elsa Dorlin, *Se défendre – Une philosophie de la violence*, Paris, La Découverte, 2019, de même que Françoise Vergès, *Un féminisme décolonial*, Paris, La Fabrique, 2019.

3. Jasbir K. Puar, *Homonationalisme: la politique queer après le 11 septembre 2001*, Paris, Éditions Amsterdam, 2012.